

Vers des dictatures ou des démocraties réinventées ? Réussir la métamorphose de nos sociétés

par

■ **Jean-Paul Delevoye** ■

Ancien médiateur de la République

Ancien président du Conseil économique, social et environnemental

En bref

Inégalités criantes, replis identitaires égoïstes, montée des régimes autoritaires, menaces environnementales, que sais-je encore ? Le tableau de ce premier quart de siècle peut paraître sombre à souhait, mais c'est peut-être une chance, nous dit Jean-Paul Delevoye. C'est quand tout semble perdu que les consciences collectives peuvent s'éveiller, sortir de l'insouciance et inventer de nouvelles façons de vivre ensemble. Dans ce monde imprévisible, dont le numérique est devenu le langage commun, où les intérêts financiers imposent leur loi et où la science remet en cause tous nos fondements éthiques, n'y aurait-il de choix qu'entre dictatures, politiques ou religieuses, et démocraties impuissantes ? Il est temps d'y songer, dit l'orateur, et de réfléchir ensemble au modèle social que nous voulons, pour nous et nos enfants.

Compte rendu rédigé par Pascal Lefebvre

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

Séminaire organisé en collaboration avec le Collège des Bernardins, avec l'appui de la Fondation Crédit Coopératif et grâce aux parrains de l'École de Paris (liste au 1^{er} mars 2017) :

Algoé¹ • ANRT • Be Angels • Carewan • CEA • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France • Conseil régional d'Île-de-France • Crédit Agricole S.A. • Danone • EDF • ENGIE • ESCP Europe • FABERNOVEL • Fondation Crédit Coopératif • Fondation Roger Godino • Groupe BPCE • HRA Pharma² • IdVectoR² • La Fabrique de l'Industrie • Mairie de Paris • MINES ParisTech • Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique – DGE • Ministère de la Culture et de la Communication – DEPS • NEOMA Business School • Orange • PricewaterhouseCoopers • PSA Peugeot Citroën • Renault • SNCF • Thales • UIMM • Ylios

1. pour le séminaire Vie des affaires
2. pour le séminaire Ressources technologiques et innovation

Un monde illisible et imprévisible

Originaire de Bapaume, dans la Somme, j'ai fait mes études secondaires chez les Jésuites, au collège de la Providence à Amiens. L'un de mes anciens professeurs, à qui je faisais part de l'inconfort intellectuel permanent dans lequel m'avaient mis ses enseignements imprégnés de doute socratique, m'a répondu qu'enseigner, c'était déconcerter.

Si j'introduis ainsi cet exposé, c'est que je suis convaincu que nous sommes dans un moment de complète métamorphose qui nous amène à une révision profonde de notre regard sur notre système, notre culture et notre façon de voir les choses. Dans un monde de plus en plus illisible et imprévisible, il nous faut trouver comment la souplesse imposée par un avenir que l'on n'arrive pas à mesurer peut être conciliée avec une grande rigueur des principes et une exigence extrême quant aux valeurs. Dans le même temps, nous devons être convaincus que l'avenir n'appartiendra ni aux puissants, ni aux anciens, mais à ceux qui sauront le mieux s'adapter. Nous vivons donc un moment politique tout à fait fascinant mais inquiétant, ce monde incertain étant profondément anxiogène.

Néanmoins, ce moment est également favorable. Une fois de plus, dans l'histoire de l'humanité, nous vivons sous le poids des peurs, mais des périodes extrêmement créatrices ont toujours succédé à ces temps d'inquiétude. À la fin du Moyen Âge, l'homme occidental a compris que la Terre n'était pas plate et qu'il n'était plus au centre de l'univers. La Renaissance a alors pu émerger. Aujourd'hui, l'ensemble de l'humanité prend brutalement conscience que nous vivons sur une petite planète où les frontières disparaissent. La cohabitation qui s'impose à nous est alors porteuse de grandes inquiétudes mais, également, de formidables espérances.

Des pays comme les nôtres ont bâti leur pouvoir sur un système basé sur la domination : le curé voulait que ses ouailles obéissent, le secrétaire de parti politique voulait que ses militants obéissent et le politique voulait que les citoyens obéissent. Aujourd'hui, nous constatons que les libertés individuelles et la circulation de l'information augmentent et que, vraisemblablement, personne n'arrêtera ce mouvement. Désormais, on ne peut plus dominer par le savoir ou par l'image, et nous passons d'un système basé sur l'obéissance à un système basé sur l'adhésion par le crédit, l'exemplarité et la confiance.

Lévi-Strauss disait que nos sociétés, qu'elles soient familiales, entrepreneuriales ou autres, se construisent sur trois grandes forces qui les unissent : les espérances, les peurs et les tentations. L'après-guerre avait été marqué par de grandes espérances : la reconstruction de la paix, l'universalité des droits de l'homme et le développement du commerce international censé renforcer les solidarités entre les peuples. Mais face à de tels moments d'inquiétude, les idéologies politiques ou économiques sont fragilisées par la réalité, qui leur impose une vérité qui leur est étrangère. Les ultralibéraux, qui professaient l'autonomie des marchés et la théorie du ruissellement, sont confrontés au fait que, depuis vingt-cinq ans aux États-Unis, les salaires stagnent alors que la productivité ne profite qu'à une minorité de plus en plus étroite et de plus en plus riche. De leur côté, les keynésiens pensaient que la relance des liquidités monétaires allait doper la croissance : aujourd'hui, les injections de liquidités des banques sont passées, en moins de trente ans, de 6% à 30% du PIB mondial sans que cela ait créé la moindre croissance réelle de l'économie. La volatilité économique et la volatilité financière sont aujourd'hui en train de nous déstabiliser : le fonds souverain de l'Arabie saoudite pèse ainsi deux mille milliards de dollars, soit une année de notre PIB, et nous sommes désormais à la veille de tempêtes d'investissements et de plus-values dont nous ne vivons que les prémisses.

Dans d'autres domaines, les sciences remettent également en cause les croyances religieuses, les confrontant à la nécessité de passer de la ritualité à la spiritualité. Avec les robots, les technologies modifient profondément la relation au travail. Les familles elles-mêmes se remettent en cause dans leur composition, etc. Si ces institutions qui nous socialisent depuis les débuts de l'humanité sont aujourd'hui fragilisées, la question se pose de savoir ce qui, demain, nous fera vivre ensemble. Pour Régis Debray ce sera quelque chose qui les transcende. Simone Weil avait déjà dit que les peuples avaient plus besoin de grandeur que de pain. Nous sommes

aujourd'hui dans un moment paradoxal où la dictature des chiffres est en train de faire disparaître les rêves. Martin Luther King n'a pourtant pas dit : « *J'ai un plan.* » Il a dit : « *J'ai un rêve* » ! Or, le futur ne nous attire plus mais nous écrase. Comment, alors, faire tendre les peuples vers un avenir commun, sur les bases d'un présent qui les oppose et d'un passé qui les déchire ?

Qui dirige le monde ?

Un rapport de la CIA, remis au président Barack Obama et repris par Pascal Lamy, le commissaire européen, visait à répondre à la question : « *Qui dirige le monde ?* » Autrement dit, les États-nation pourront-ils toujours continuer à réguler le monde de demain ? Puisque nous assistons à la chute des princes et à l'avènement des marchands, cela sera-t-il le rôle des entreprises multinationales ou des mégapoles ? Sur ce point, la Commission européenne a publié un rapport suggérant la réunion d'un G20 + G30 + G40, adjoignant ainsi aux vingt chefs d'états les plus puissants, les dirigeants des trente plus grandes entreprises internationales et les maires des quarante villes les plus importantes.

À cela s'ajoute le développement du numérique. Lors de l'apparition de la première version d'Internet, initialement développée par les militaires américains pour assurer la circulation de leurs informations en cas de bombardement nucléaire, le président Carter avait réuni l'ensemble de ses stratèges, généraux, financiers et entrepreneurs. Il leur avait demandé, face à l'émergence de cette nouvelle technologie, comment faire en sorte qu'elle conforte la place de numéro un des États-Unis dans le monde. En Europe et, notamment, en France, aucune démarche de ce type n'a jamais eu lieu puisque, chez nous, la technologie apparaît plus comme un objectif que comme un moyen. À défaut d'avoir eu à temps cette vision stratégique, le continent numérique est aujourd'hui peuplé de 80 % d'Américains et de 20 % de Chinois, les entreprises européennes du numérique ne pesant plus désormais que 3 % de la capitalisation boursière du secteur.

Nous restons dans le court terme, sans discerner ceux qui, demain, détiendront le pouvoir. Cette sous-estimation systématique de la place du numérique dans le géostratégique est l'une des principales causes de notre impréparation aux mutations en cours, notamment en termes de pouvoir. Nous sommes restés dans une logique de territorialisation : un prince, une religion, un territoire. Or, le numérique fait totalement disparaître les frontières : plus personne ne maîtrise la circulation des capitaux, pas plus que celle des idées, des hommes ou des marchandises. Paradoxalement, cette disparition des frontières peut, dans le même temps, amener l'érection de murs derrière lesquels les peuples se replient dans une logique suicidaire. Plus il faudrait penser Monde, plus l'on pense Village, plus il faudrait penser à l'Autre, plus on pense à Soi, et plus il faudrait penser long terme, plus l'on pense instant présent. Il est fascinant de voir à quel point, au lieu de retrouver cette gourmandise du futur, on se rétracte sur le présent, alors que les luttes identitaires s'annoncent plus redoutables que toutes les luttes des classes passées.

Aujourd'hui, gérer un territoire ne consiste plus à exploiter la richesse de son sol ou de son sous-sol, mais à savoir y attirer les capitaux ou les jeunes du monde entier. Nous sommes entrés dans une économie comportementale, dans laquelle chaque entreprise, chaque parti politique, ambitionne désormais de posséder l'algorithme lui permettant de modéliser le comportement du consommateur ou de l'électeur. Sans doute plus qu'il ne le croit, le consommateur détient donc le pouvoir de peser sur l'offre industrielle ou politique. Cependant, bien que nous voyions la déstabilisation des comportements qui peut en résulter, aucune démocratie n'en a analysé les effets sur les politiques publiques. Nous restons davantage obnubilés par le lieu du pouvoir que par ses modes d'influence. Pourquoi les politiques du monde entier se préoccupent-ils davantage d'apaiser les marchés plutôt que leurs propres peuples, alors que la révolte des peuples est en train de déstabiliser les marchés ? Concilier logique financière et logique sociétale est donc l'un des enjeux majeurs de notre époque.

La vie privée est-elle terminée ?

La circulation des idées devrait aussi nous interpeller sur le fait que nous sommes entrés dans un monde où la surabondance d'informations, l'"infobésité", a succédé à sa rareté. Il ne s'agit donc plus d'être attentif à la quête